

M|e|s|u|r|e.

Prenez notre temps.

AU SOMMAIRE

- 02 Lueurs — cigogne, cancer du pancréas, un fleuve qui renaît, une pionnière reconduite
- 03 L'essentiel du monde — data centers en Inde, propagande, trois urnes, IA
- 04 À nos portes — Bayeux, Bernadette Chirac, cadmium, l'affaire Lyhanna, alerte masculiniste
- 06 Comment va la planète — plus d'espèces, moins d'oiseaux ; les capteurs de l'océan
- 07 Sciences & idées — une thèse interdite, un poisson sans mâle, Astaffort
- 08 Culture I — Marjane Satrapi
- 09 Culture II — Spielberg, Yasmine Hamdan
- 10 Sport & exploits — un sacre sous bannière neutre, le Mondial qui s'ouvre
- 11 L'analyse — La carte, pas l'origine
- 14 La Mesure de la semaine
- 15 À propos

À LA UNE DE CE NUMÉRO

La carte, pas l'origine

Après le deuxième sacre européen du club parisien, une nuit de fête et de heurts dans une quinzaine de villes. Aussitôt, le même réflexe : ranger l'épisode sous un mot — immigration, ensauvagement — et répondre par la loi. La recherche dit autre chose : ce qui prédit l'émeute n'est pas l'origine, mais la ségrégation.

Lueurs

Quatre choses qui ont aussi eu lieu cette semaine.

A. La cigogne blanche, ou ce que la durée répare

La cigogne blanche niche de nouveau en France. Selon le baromètre de l'avifaune publié le 5 juin par la Ligue pour la protection des oiseaux, l'espèce est passée de moins de dix couples au début des années 1970 à plus de six mille aujourd'hui. Ce rétablissement est l'exception d'un tableau d'ensemble sombre — le même baromètre documente l'effondrement des passereaux, traité par ailleurs dans nos pages. Mais il dit une chose précise : là où l'effort de protection a tenu, l'oiseau est revenu.

Sources — Ligue pour la protection des oiseaux (baromètre de l'avifaune, 5 juin 2026).

B. Cancer du pancréas : la promesse de mai s'est confirmée

Mesure le signalait dans son premier numéro : les résultats complets du daraxonrasib étaient attendus au congrès de l'American Society of Clinical Oncology. Ils sont tombés le 31 mai à Chicago. Dans l'adénocarcinome pancréatique métastatique déjà traité par chimiothérapie, cette molécule ciblant la protéine KRAS double la survie globale médiane, de 6,6 à 13,2 mois — essai de phase III RASolute 302, publié dans le *New England Journal of Medicine*. Le pancréas restait l'un des cancers les plus agressifs, sans avancée majeure depuis quinze ans.

Sources — American Society of Clinical Oncology ; New England Journal of Medicine ; Dana-Farber Cancer Institute (31 mai 2026).

C. À Santiago, le Mapocho revient à la vie

Le Mapocho fut longtemps un égout à ciel ouvert : jusqu'en 2010, le fleuve qui traverse la capitale chilienne recevait près de 97 % des eaux usées de la ville, et nul ne s'arrêtait sur ses berges. Douze ans de dépollution — réseau souterrain de collecte, stations de traitement, partenariat public-privé — l'ont transformé. Quelque quatre-vingts espèces y vivent de nouveau, dont le « bagrecito », petit poisson endémique qui ne survit qu'en eau claire. Classé zone humide urbaine en janvier, le fleuve a vu mi-mai un millier d'habitants courir sur ses rives pour fêter son sauvetage. Des déchets subsistent par endroits. Le retour d'un poisson qui n'habite que les eaux saines dit le reste.

Sources — AFP.

D. À Arras, une pionnière reconduite

Éléonore Laloux a été réélue conseillère municipale d'Arras en mars 2026. Première élue française porteuse d'une trisomie 21, agente administrative à l'hôpital, elle siège depuis 2020 et défend la propreté, le civisme et l'accessibilité. Au printemps, une campagne d'insultes en ligne l'a prise pour cible en raison de son handicap ; deux plaintes ont été déposées. La ville l'a reconduite ; le regard, lui, met plus de temps. Elle poursuit, et résume son but d'une formule : faire changer le regard.

Sources — Libération ; France 3 Hauts-de-France.

L'essentiel du monde

Quatre actualités internationales de la semaine.

A. En Inde, les data centers prioritaires sur l'eau potable

Les centres de données de l'intelligence artificielle se multiplient en Inde, dans des villes déjà assoiffées — Bombay, Hyderabad, Chennai, Bangalore. Classés « services essentiels » au Maharashtra et au Telangana, ils y bénéficient d'un accès garanti à l'eau et à l'électricité, avant l'eau potable des habitants en cas de pénurie. Leur consommation d'eau pourrait passer de 150 à 358 milliards de litres entre 2025 et 2030, dans un pays qui compte 18 % de la population mondiale pour 4 % de ses ressources en eau. Pour fournir le courant, le gouvernement a repoussé la fermeture de centrales à charbon et en a autorisé de nouvelles. Selon une enquête de The Wire, des familles dalits, parmi les plus pauvres, sont expulsées ou poussées à céder leurs terres à l'arrivée des centres.

Sources — The Wire ; Council on Energy, Environment and Water (CEEW) ; Banque mondiale.

B. Une propagandiste russe visée par une demande de sanctions

Le 3 juin, des eurodéputés du groupe Renew Europe, à l'initiative d'une élue française, ont demandé à l'Union européenne des sanctions individuelles contre Xenia Fedorova, qualifiée de « propagandiste russe notoire ». Ancienne présidente de RT France — déclinaison française du média d'État russe, depuis liquidée —, elle intervient depuis 2025 sur plusieurs médias du groupe Bolloré, dont CNews, Europe 1 et JDNews. Les services du ministère de l'Intérieur évoquent une possible expulsion, malgré sa carte de résident. Elle a notamment qualifié de « légende » la déportation d'enfants ukrainiens, que la commission d'enquête de l'ONU a documentée comme un crime de guerre. La demande de sanctions attend désormais la réponse de Bruxelles.

Sources — AFP ; Parlement européen.

C. Trois urnes, ce dimanche

Le jour où paraît ce numéro, trois pays votent. En **Arménie**, les législatives font office de test pour le Premier ministre sortant, en quête d'une large majorité pour affirmer la souveraineté du pays face à la Russie et accélérer le rapprochement avec l'Union européenne ; dix-neuf listes s'affrontent. Au **Kosovo**, des législatives anticipées — les troisièmes en dix-huit mois — suivent l'échec répété de l'Assemblée à élire un président ; la plus jeune nation d'Europe est sans gouvernement de plein exercice depuis des mois. Au **Pérou**, le second tour de la présidentielle se tient dans un pays où sept anciens chefs d'État sont incarcérés ou poursuivis pour corruption. Partout, la même question de fond : vers où, et avec qui.

Sources — Reuters ; AFP.

D. Anthropic propose de freiner le développement de l'IA

Le 4 juin, l'entreprise américaine Anthropic a proposé, via son centre de réflexion, un mécanisme de coordination mondiale destiné à ralentir, voire suspendre temporairement, le développement de l'intelligence artificielle de pointe, le temps que la recherche sur la sûreté rattrape son retard. Elle invoque le risque d'une « auto-amélioration récursive », où des modèles entraîneraient leurs successeurs avec un rôle humain réduit, et cite le précédent du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. La proposition émane d'une société en pleine course commerciale : Anthropic vient de lever 65 milliards de dollars, frôle les mille milliards de valorisation et a déposé un projet d'introduction en Bourse. (*Transparence : Anthropic conçoit le modèle de langage que Mesure utilise pour sa fabrication.*)

Sources — AFP ; Anthropic.

À nos portes

Cinq sujets français qui méritent qu'on s'y arrête.

A. La tapisserie de Bayeux traversera la Manche

La tapisserie de Bayeux sera exposée au British Museum à partir de septembre 2026 : Paris et Londres en ont confirmé les modalités le 3 juin. L'œuvre, une broderie du XI^e siècle qui relate la conquête de l'Angleterre par les Normands en 1066, quittera la France pour la première fois. En contrepartie, le musée londonien prêtera plusieurs pièces de ses collections à des institutions françaises. Scellé lors d'une visite d'État, le projet avait soulevé des inquiétudes sur la fragilité de l'ouvrage et les risques de son transport. Les responsables du patrimoine assurent désormais que les conditions de déplacement la préservent.

Sources — Ministère de la Culture ; British Museum.

B. Bernadette Chirac

Bernadette Chirac est morte vendredi soir, à 93 ans, a annoncé sa fille à l'AFP. Née Chodron de Courcel en 1933, épouse de l'ancien président de la République pendant plus de soixante ans, elle resta longtemps dans l'ombre avant de conquérir une popularité propre — par l'opération Pièces jaunes, au profit des enfants hospitalisés, et par un mandat d'élue en Corrèze, exercé de 1979 à 2015. Elle aura été l'une des rares Premières dames à détenir un mandat électif en son nom, là où la fonction, en France, n'a ni statut ni définition.

Sources — AFP.

C. L'Assemblée abaisse le cadmium dans les engrais

Le 3 juin, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture, par 144 voix contre 22, une proposition de loi écologiste limitant la teneur en cadmium des engrais phosphatés. Le texte fixe une trajectoire de baisse — 40 milligrammes par kilo en 2027, 20 en 2030 — quand la dérogation française autorise aujourd'hui 90 milligrammes, contre 60 au niveau européen. Métal lourd cancérigène, le cadmium s'accumule dans les sols et les cultures ; l'alimentation en est la première source d'exposition, selon l'Anses. Le gouvernement plaidait pour une trajectoire plus lente, au nom de la compétitivité agricole. Le texte a été adopté contre son avis, soutenu par la gauche, le MoDem, Horizons et Renaissance, le Rassemblement national votant contre.

Sources — Assemblée nationale ; Anses.

D. Lyhanna : l'enfant identifiée, l'État face à ses manques

Le corps découvert le 4 juin dans un silo agricole près de Puycasquier (Gers) est bien celui de Lyhanna, collégienne de onze ans disparue le 29 mai à Fleurance, a confirmé le parquet d'Agen par comparaison ADN ; les causes de la mort n'étaient pas encore établies à l'heure où nous écrivons. L'enfant avait été vue pour la dernière fois montant dans la voiture du principal suspect, un homme de quarante-et-un ans connu de son entourage, mis en examen pour enlèvement et séquestration et visé par plusieurs signalements et plaintes, dont une classée sans suite. Le chef de l'État a dénoncé un dysfonctionnement « inacceptable » en refusant « tout argument de moyens », et le ministre de la Justice a présenté les excuses de l'institution. Pourtant, dès avril 2025, un député du Gers avait alerté sur la pénurie de magistrats et de greffiers du tribunal d'Auch et ses pannes informatiques répétées. L'enquête administrative ouverte devra démêler la part des défaillances et celle des manques. Une marche blanche est prévue ce dimanche à Fleurance. Selon la commission indépendante sur l'inceste, 73 % des plaintes pour violences sexuelles sur mineur sont classées sans suite.

Sources — AFP ; parquet d'Agen ; France 24 ; CIIVISE.

E. La DGSJ alerte sur la menace masculiniste

Dans une enquête publiée le 5 juin, la cellule investigation de Radio France rapporte l'alerte de la Direction générale de la sécurité intérieure sur la frange radicale, dite « incel », du masculinisme. Le renseignement intérieur lui prête une « potentialité terroriste forte » et des points de convergence avec l'ultra-droite — deuxième menace terroriste en France après le djihadisme, dont la mouvance « incel » représente aujourd'hui 10 à 20 % du travail. Les profils rajeunissent — de dix-huit-vingt-cinq ans à quatorze ou quinze — et se radicalisent plus vite, par les réseaux sociaux. Le parquet national antiterroriste relève que les mineurs forment désormais près d'un cinquième des personnes mises en examen pour terrorisme. Les cibles sont des femmes et des associations féministes ; l'imprégnation gagne aussi les collèges. Le Haut Conseil à l'égalité réclame une stratégie nationale.

Sources — franceinfo (cellule investigation de Radio France) ; HCE.

Comment va la planète

Deux nouvelles du climat et du vivant.

A. Plus d'espèces d'oiseaux, et moins d'oiseaux

Le 5 juin, la Ligue pour la protection des oiseaux a publié un premier baromètre de l'avifaune française, au constat paradoxal. En cinquante ans, le pays compte environ quarante-cinq espèces d'oiseaux de plus — mais leurs effectifs s'effondrent. Les passereaux des campagnes, hirondelles, moineaux et mésanges, ont perdu près d'un cinquième de leurs nombres en vingt-cinq ans ; à l'échelle du continent, l'Europe perd quelque vingt millions d'oiseaux chaque année depuis quarante ans. La LPO impute ce déclin à l'agriculture intensive et à son cortège chimique. Quelques espèces protégées prospèrent — la cigogne blanche, saluée dans nos Lueurs, en est l'exemple ; mais la masse des oiseaux communs, elle, s'efface. Plus d'espèces au tableau, donc, et de moins en moins d'oiseaux.

Sources — Ligue pour la protection des oiseaux.

B. Aux États-Unis, on démonte les instruments de l'océan

La National Science Foundation américaine va démanteler l'Ocean Observatories Initiative, réseau de plus de neuf cents instruments qui surveillent en continu quatre zones océaniques, du Pacifique nord-est à la mer d'Irminger. Le retrait s'étalera sur une quinzaine de mois à partir de juin 2026 ; à mesure que l'équipement est récupéré, les flux de données en temps réel s'interrompent. Le réseau avait coûté près de 370 millions de dollars à construire et 48 millions par an à entretenir. Sa suppression suit les orientations du Project 2025, le programme de la fondation Heritage, qui visait l'observatoire comme « source de l'alarmisme climatique » de l'agence océanique américaine. Au moment où l'océan se réchauffe, on débranche les capteurs qui le mesurent.

Sources — National Science Foundation ; New York Times.

Sciences & idées

Une thèse interdite, un poisson sans mâle, un village.

A. À Grenoble, une thèse sur la « désescalade numérique » privée de soutenance

Achille Baucher, doctorant de vingt-sept ans, devait soutenir le 1^{er} juin à l'université Grenoble-Alpes une thèse d'informatique d'un genre rare : « Désescalade numérique », réflexion critique sur l'expansion du numérique menée depuis un laboratoire de mathématiques appliquées, sans équation ni algorithme. Quinze jours avant l'échéance, le collège des écoles doctorales lui en a refusé le droit, au motif que ce travail « ne relève pas » de sa discipline d'inscription et aurait dû être co-encadré par les sciences sociales ou la philosophie. Son directeur de thèse, le chercheur Romain Couillet, juge la décision rarissime et dit avoir lui-même été écarté de son équipe après des prises de position sur l'IA et l'armement ; les soutiens se multiplient. La question dépasse le cas. Elle touche à la liberté de critiquer le « progrès » numérique depuis l'université même qui le développe — et aux liens, toujours plus étroits, que les laboratoires nouent avec l'État, l'industrie et l'armée. Refuser cette soutenance ne tranche rien ; cela invite, au moins, à poser la question.

Sources — *Le Monde* ; *Reporterre*.

B. Le poisson qui se passe des mâles depuis cent mille ans

Dans les eaux du Mexique et du sud du Texas vit un poisson qui, selon les règles de l'évolution, ne devrait pas exister. La molly amazone (*Poecilia formosa*) est exclusivement femelle : elle se reproduit par clonage, donnant naissance à des copies d'elle-même. La théorie veut qu'une espèce asexuée, privée du brassage génétique, accumule les mutations néfastes et s'éteigne en quelques milliers d'années. Or celle-ci, née d'une hybridation unique voici plus de cent mille ans, prospère toujours. Une étude parue dans *Nature* en livre la clé : un mécanisme de « conversion génique » répare ou élimine en interne les mutations défavorables, faisant le travail que le sexe accomplit ailleurs. Les femelles s'accouplent bien avec des mâles d'espèces voisines, mais seulement pour déclencher le développement de l'œuf — l'ADN paternel n'est jamais transmis. La nature, décidément, connaît plus d'une façon de durer.

Sources — *Nature* ; *National Geographic*.

C. Astaffort, ou le goût des choses simples

À Astaffort, petite commune du Lot-et-Garonne où ont grandi le chanteur Francis Cabrel et le prix Nobel de physique Alain Aspect — fils des instituteurs du village —, deux enfants du pays soutiennent un même projet : la rénovation de l'EHPAD. Tous deux appuient un chantier porté par la mairie, dont le budget a été ramené à moins de sept millions d'euros et qui attend le feu vert des autorités. C'est Sophie Borderie, présidente du conseil départemental, qui rend l'opération possible : la collectivité qu'elle dirige a officialisé une aide de près d'un million d'euros. Le projet vaut au-delà du cas : il incarne le besoin de repenser l'accueil des aînés, ce « modèle français » dont une maison de retraite de village dit, à sa mesure, l'état. Loin des sommets — l'intrication quantique, les grandes salles —, deux notoriétés se rangent derrière l'ordinaire : un lieu où l'on vieillit près des siens.

Sources — *La Dépêche du Midi* ; conseil départemental de Lot-et-Garonne.

Culture I

Lire & penser.

« Reste toujours digne et
intègre à toi-même. »

Persepolis.

Marjane Satrapi, 22 novembre 1969 – 4 juin 2026.

Culture II

Voir & écouter.

A. Spielberg rouvre le dossier extraterrestre

Cinquante ans après s'en être emparé pour la première fois, Steven Spielberg revient aux créatures venues d'ailleurs. Son nouveau film, *Disclosure Day*, sort le 12 juin aux États-Unis : une humanité confrontée à la preuve d'une vie extraterrestre, dans la lignée de *Rencontres du troisième type* (1977). Le cinéaste a façonné tout au long de son œuvre un imaginaire du contact, oscillant entre l'ami et l'envahisseur — l'enfance émerveillée d'*E.T.* (1982), la terreur de *La Guerre des mondes* (2005) —, et il a même produit une série documentaire sur des témoignages de rencontres. Pour la musique, il retrouve John Williams, son complice depuis un demi-siècle. La question que pose la bande-annonce est moins savante que vertigineuse : pourquoi un univers si vaste, s'il ne devait être que pour nous ?

Sources — *franceinfo* ; *Variety*.

B. Yasmine Hamdan, une voix du Liban à Paris

La chanteuse libanaise Yasmine Hamdan se produit ce dimanche au festival We Love Green, à Paris. Cofondatrice du duo Soapkills, pionnier de la pop indépendante arabe né à Beyrouth, installée depuis à Paris, elle revient avec un troisième album, *I Remember I Forget*, son premier en près de huit ans. Elle y chante, en dialectes arabes, un pays qui encaisse sans cesse de vivre — la guerre, l'effondrement économique, et cette façon qu'ont les Libanais de continuer à se réunir et à reconstruire une mémoire. Rien, résume-t-elle, n'arrête les siens. Sa musique mêle mélodies levantines, synthés vintage et arrangements feutrés ; le grand public l'avait découverte dans *Only Lovers Left Alive*, de Jim Jarmusch. À l'heure où le Liban disparaît des écrans, sa voix le rappelle.

Sources — *Le HuffPost* ; *site de l'artiste*.

Sport & exploits

Deux mouvements.

A. Roland-Garros : un sacre russe sous bannière neutre

La Russe Mirra Andreeva, dix-neuf ans, a remporté Roland-Garros samedi 6 juin, premier titre du Grand Chelem de sa carrière, en dominant la Polonaise Maja Chwalinska, issue des qualifications, 6-3, 6-2. Elle est la première joueuse russe sacrée porte d'Auteuil depuis 2014, et la plus jeune depuis 1992. Mais elle a soulevé le trophée sans drapeau ni hymne : depuis 2022, les joueurs russes concourent sous statut neutre. La guerre n'était d'ailleurs jamais loin — en demi-finale, Andreeva avait écarté l'Ukrainienne Marta Kostyuk, qui refusa de poser à ses côtés sur la photo d'avant-match. Le tennis continue ; le conflit, en marge des courts, ne s'efface pas.

Sources — franceinfo ; Roland-Garros.

B. La Coupe du monde s'ouvre jeudi, la plus grande jamais organisée

Le Mondial 2026 débute le 11 juin pour s'achever le 19 juillet, dans trois pays pour la première fois — États-Unis, Mexique, Canada — et avec quarante-huit équipes au lieu de trente-deux. Cent quatre matchs en trente-neuf jours, répartis dans seize villes ; douze groupes de quatre, dont sortent les deux premiers et les huit meilleurs troisièmes, vers d'inédits seizièmes de finale. Le match d'ouverture se tiendra à Mexico, la finale au MetLife Stadium, près de New York. La France entre en lice le 16 juin face au Sénégal. La FIFA a retenu une tarification dynamique, par vagues, qui a porté le prix des places à des niveaux inédits — jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de dollars pour la finale. Mesure en avait fait l'analyse de son numéro 2 : le « resserrement », ce mouvement par lequel un bien commun se ferme à mesure qu'il se vend.

Sources — FIFA ; France 24.

L'ANALYSE DE LA SEMAINE

La carte, pas l'origine

— ou comment la France répond à côté de ses émeutes

On a beaucoup filmé la nuit du 30 mai. On a moins regardé la carte. Le deuxième sacre européen du club parisien a déclenché, à Paris et dans une quinzaine de villes, une nuit de liesse et de heurts — puis, aussitôt, le même geste : ranger l'épisode sous un mot, « immigration » ou « ensauvagement », et répondre par la loi. La recherche, elle, dit autre chose. Elle dit que ce qui prédit l'émeute n'est pas l'origine, mais la relégation. Et que toutes les réponses en cours regardent ailleurs.

1. Mireille, et le reste

Commençons par une image qui n'a pas fait la une. Le soir du 30 mai, une Parisienne de quatre-vingt-dix ans rentre de la pharmacie quand la foule la prend, et les gaz lacrymogènes avec. Des jeunes supporters l'entourent, lui demandent comment l'aider, la raccompagnent chez elle au chant de « Pour mamie, allez allez ». Interrogée le lendemain, elle ne retient qu'un mot : le cœur. La vidéo a tourné tout un week-end, en marge des autres.

Les autres, on les connaît. Selon le bilan du ministre de l'Intérieur arrêté au 1^{er} juin, la nuit a produit plus de huit cent quatre-vingt-dix interpellations — soit près de la moitié de plus que l'an dernier —, cent soixante-dix-huit policiers et gendarmes blessés, un mort : un motocycliste, dans un accident sur le périphérique. Vingt-deux mille membres des forces de l'ordre étaient mobilisés. Les comparutions immédiates ont commencé dès le lundi.

Tenir les deux images en même temps n'est pas un exercice d'équilibre moral. C'est une exigence de méthode. Une vidéo attendrissante ne réfute pas le bilan, et le bilan n'efface pas le geste de la rue. « La foule » des soirs de sacre n'est pas un bloc ; le mot qu'on choisit pour la décrire décide de ce qu'on accepte de voir. Et le mot que la semaine a imposé n'était ni « cœur » ni « foule ». C'était « problème ».

2. Le réflexe

Dès le dimanche, l'épisode a trouvé ses lecteurs. À l'extrême droite, on l'a rangé sous l'immigration, avec la rengaine d'une France seule au monde à brûler ses villes un soir de victoire. Au gouvernement, on a refusé le mot, mais retenu la grammaire : il ne s'agirait pas de supporters, mais d'un « phénomène de délinquance beaucoup plus global ». Deux lectures opposées, un même réflexe — nommer un coupable, puis sortir un texte.

Le texte existait déjà. Présenté au printemps par le ministre de l'Intérieur, le projet de loi dit RIPOST renforce l'arsenal : tirs de mortiers d'artifice, interdictions de stade, vidéosurveillance algorithmique, lutte contre les stupéfiants. Après la nuit du 30 mai, le Premier ministre a annoncé vouloir le faire voter en session extraordinaire, dès la semaine du 6 juillet. La séquence est limpide : un désordre, une émotion, une réponse pénale qui attendait son heure.

On peut discuter chaque mesure. On peut aussi remarquer ce qu'elles ont en commun. Qu'on parle d'immigration ou de délinquance, qu'on légifère sur les mortiers ou sur les stades, on traite le soir de la fête. Jamais la carte du pays. Or c'est la carte qui parle.

3. Ce que dit la recherche

Le sociologue Marco Oberti a cartographié les émeutes françaises de 2005 et de 2023. Son résultat tient en une phrase : le meilleur prédicteur des violences n'est ni le revenu moyen d'une commune, ni sa part d'habitants immigrés, mais son degré de ségrégation urbaine. La démonstration est chiffrée. À part d'immigrés égale — quinze pour cent —, une ville sans quartier prioritaire a environ onze pour cent de probabilité de connaître une émeute ; une ville qui en compte un, quarante-deux pour cent. Le même écart se retrouve avec le logement social. Ce n'est pas la présence de populations immigrées qui fait basculer une commune. C'est la concentration, au même endroit, de la pauvreté, du chômage et du logement relégué.

Le constat se vérifie dans le temps. En 2023, près de huit communes de plus de dix mille habitants sur dix dotées d'un quartier prioritaire ont connu des troubles, contre un peu plus d'une sur quatre parmi celles qui n'en ont pas. Une étude sénatoriale aboutit au même ordre de grandeur par une autre voie : là où existe un quartier très défavorisé, le risque d'émeute est plusieurs fois supérieur. Les chiffres divergent à la marge ; la direction, jamais.

C'est l'angle mort des deux lectures dominantes. Celle qui accuse l'origine se trompe de variable : à immigration constante, c'est la ségrégation qui décide. Celle qui parle de « délinquance globale » a raison sur le mot et tort sur la cause : la délinquance d'un soir pousse là où le territoire a été, des années durant, laissé de côté. La recherche ne disculpe personne. Elle déplace seulement la question, du coupable vers le lieu.

Une dimension ne sera ici qu'effleurée : comme dans chaque épisode de ce type, les émeutiers sont presque tous des hommes jeunes — neuf condamnés sur dix lors des troubles de 2023. Pourquoi cette violence est-elle, si régulièrement, une violence d'hommes ? Mesure gardera la question pour un prochain numéro ; elle mérite mieux qu'une incise, et elle ne déplace pas ce que dit la carte.

4. La preuve par la carte

Restait une objection commode : et si tout cela n'était qu'une affaire parisienne, une question de gestion de foule sur une avenue trop célèbre ? Il suffirait alors d'organiser la fête, d'ouvrir des espaces dédiés, d'encadrer le rassemblement. La nuit du 30 mai a répondu d'avance. Les heurts n'ont pas eu lieu qu'à Paris. Ils ont touché une quinzaine de villes — Bordeaux, Rennes, Nantes, Lyon, Strasbourg, Grenoble, Pau, Limoges, Poitiers, Tours, Angers, Annecy —, avec des commerces pillés à Rennes, Strasbourg, Clermont-Ferrand et Grenoble, et un policier grièvement blessé à Agen.

On ne règle pas par une zone de fête un phénomène qui se rejoue dans quinze préfectures, dont des villes moyennes. C'est précisément ce qu'Oberti relève comme la nouveauté de 2023 : l'entrée en scène des petites et moyennes communes, et une dimension économique nouvelle, le pillage comme « fenêtre d'opportunité ». Les magasins éventrés de la nuit dernière ne sont pas un détail de fait divers ; ils rejouent ce motif. La fête a servi de déclencheur, pas de cause. La cause se trouve partout où la relégation s'est installée — c'est-à-dire un peu partout.

Le politiste Fabien Jobard, qui étudie de longue date le maintien de l'ordre, désigne le ressort que cette diffusion révèle : un antagonisme durable entre des territoires tenus à l'écart et l'institution policière. Ce rapport-là ne se répare pas avec une buvette encadrée ni avec une caméra plus intelligente. Il se répare, ou non, sur le temps long, là où vivent les gens. La carte ne dit pas seulement où ça brûle. Elle dit pourquoi la réponse logistique manque sa cible aussi sûrement que la réponse pénale.

5. La mauvaise direction

Voilà où l'on en arrive. Deux réponses occupent le débat, et elles échouent pour la même raison. La première est pénale : interdire, ficher, surveiller. Elle traite le symptôme du soir et laisse la cause intacte — la nuit suivante, le même territoire reproduira la même nuit. La seconde est logistique : mieux organiser la liesse, encadrer le rassemblement. Elle déplace le problème d'un quartier à l'autre sans jamais le poser. L'une punit la fièvre, l'autre change le thermomètre. Aucune ne soigne.

Ce que les deux refusent d'affronter porte un nom que le pouvoir n'aime pas prononcer : les moyens, et la durée. Quarante ans de politiques de la ville n'ont pas résorbé la fracture qu'elles devaient combler ; la ségrégation, mesurée par l'Insee, s'est même accentuée dans la plupart des grandes villes sur la période récente. Reconnaître cela engage davantage qu'un vote en session extraordinaire. Cela engage de l'argent, du temps, et l'aveu qu'un désordre récurrent n'est pas une fatalité criminelle mais le produit d'un abandon organisé.

Le réflexe n'est pas propre au stade. La même semaine, à propos d'une tout autre affaire, le chef de l'État jugeait un dysfonctionnement « inacceptable » tout en récusant, d'avance, « la question des moyens ». C'est la formule de l'époque : un mal réel, une indignation sincère, et le soin scrupuleux de ne jamais regarder ce qui coûterait à le réparer.

On n'écrira pas ici que la solidarité d'un soir sauvera quoi que ce soit ; ce serait un pronostic, et les pronostics ne sont pas notre travail. On écrira seulement ceci. Tant qu'on lira les émeutes du sacre comme un problème d'origine ou de maintien de l'ordre, on continuera de répondre vite, fort, et à côté. La carte est connue, les chiffres sont publiés, le lieu est identifié. Il ne manque, pour commencer, que d'accepter de le regarder.

— J/G, rédacteur.

Sources — Bilan du ministère de l'Intérieur (1^{er} juin 2026) ; recensement des incidents, France 24 (31 mai 2026) ; Marco Oberti, « Les territoires des émeutes », *La Vie des idées* ; audition sénatoriale de Thomas Sauvadet ; Fabien Jobard, CESDIP ; Insee Analyses n°79 (janvier 2023).

LA MESURE

Un chiffre, son contexte, sa portée.

1 297

Rapport annuel 2024 de l'Assurance Maladie-Risques professionnels (novembre 2025).

Le nombre de personnes mortes du travail en France en 2024 — accidents du travail, accidents de trajet et maladies professionnelles confondus. Le chiffre le plus souvent cité, 764, ne recense que les accidents du travail proprement dits. En y ajoutant les 318 décès survenus sur le trajet et les 215 morts par maladie professionnelle reconnue, on atteint 1 297. Et encore ne s'agit-il que du régime général : hors fonction publique, hors régime agricole, hors travailleurs indépendants. Un plancher, pas un plafond. C'est la quatrième année consécutive de hausse. Le gouvernement a présenté début juin une nouvelle stratégie de prévention, que les organisations du secteur jugent peu ambitieuse. Derrière le chiffre, des vies — et, là encore, la question des moyens qu'on accepte d'y consacrer.

À propos de Mesure.

Le journal

Mesure. est un hebdomadaire indépendant qui paraît chaque dimanche. Il propose une lecture de l'actualité de la semaine — française, internationale, scientifique, culturelle, sportive — selon un angle personnel choisi et assumé. Mesure. ne prétend pas à la neutralité ; il promet la rigueur factuelle et la transparence sur ses choix. « Comment, c'est libre, mais les faits sont sacrés. » — C. P. Scott, 1921.

Une rédaction, deux voix

Mesure. est rédigé par J/G, avec l'assistance d'un grand modèle de langage, utilisée pour la collecte d'informations, la vérification croisée des sources et la mise en forme préliminaire. Toutes les informations font l'objet d'une double source primaire vérifiée avant publication. Aucun texte n'est publié tel que produit par le modèle. La signature « — J/G » engage personnellement.

Discipline éditoriale

Les faits sont sacrés : tout chiffre, toute citation est vérifié à la source primaire. Les forces plutôt que les personnes : Mesure. parle des mouvements et des institutions plus que des individus qui les incarnent. Les niveaux séparés : les rubriques d'information rapportent ; les analyses, signées, prennent position.

Un journal qui évolue

Cette page « À propos » paraît désormais à chaque numéro, pour que tout lecteur sache d'emblée comment le journal travaille. Quand un changement de fond est décidé, il est explicité dans le numéro qui le porte.

Erreurs et corrections

Toute remarque ou correction est lue et prise au sérieux. Si une information s'avère erronée, une correction paraît dans le numéro suivant, sans détour.

— J/G, rédacteur.